

**DECRET N° 2006-023 /PR du 8 mars 2006 portant création
d'un office des fertilisants, engrais et pesticides**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du ministre de l'Economie, des Finances et des Privatisations,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 91-197 du 16 août 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 susvisée ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE:

Article premier : Il est créé une société d'Etat dénommée Office des Fertilisants, Engrais et Pesticides, ci-après désigné l'« OFEP ».

L'OFEP est régi par la législation applicable aux entreprises publiques et par ses propres statuts.

Art. 2 : L'OFEP a pour objet l'achat et la revente des Engrais, des Pesticides et autres fertilisants nécessaires pour la production agricole.

Il est, en outre, chargé de gérer tout don en fertilisants, engrais et pesticides destiné à l'Etat togolais.

Art. 3 : Le siège social de l'OFEP est fixé à Lomé ; il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national sur décision du conseil d'administration.

Art. 4 : Le capital social de l'OFEP est fixé à la somme de cinq cents millions (5.000.000) de F CFA divisée en cinquante mille (50.000) actions de dix mille (10.000) FCFA chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées par l'Etat.

Art. 5 : L'OFEP est placé sous la tutelle technique du ministre chargé de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Art. 6 : Le ministre de tutelle technique définit, en collaboration avec le ministre chargé des finances, la politique sectorielle de l'OFEP dans le cadre de la politique générale et des orientations globales définies par le gouvernement.

Art. 7 : Le ministre chargé des finances apporte l'appui nécessaire à l'amélioration des performances de l'OFEP.

Il veille à la mise en place d'un contrôle de gestion et élabore périodiquement un rapport sur la situation financière de l'OFEP.

Art. 8 : L'OFEP est administré par un conseil d'administration. La composition du conseil d'administration et son fonctionnement sont fixés par les statuts adoptés par le conseil de surveillance conformément à la loi.

Art. 9 : L'OFEP est géré par un directeur général nommé et révoqué par le conseil d'administration, qui fixe ses attributions et émoluments.

Art. 10 : L'OFEP est doté d'un conseil de surveillance composé conformément aux dispositions de la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990.

Le conseil de surveillance se réunit en session ordinaire sur convocation de son président dans les quatre (4) mois suivant la date de clôture de l'exercice pour approuver les comptes de l'OFEP, donner quitus au conseil d'administration après audition des rapports des commissaires aux comptes.

Le conseil de surveillance nomme et révoque les administrateurs.

Il nomme et révoque les commissaires aux comptes.

Il décide de l'affectation du résultat, notamment la constitution de réserves le cas échéant, la distribution des dividendes.

Il adresse au gouvernement un rapport annuel sur l'état de l'OFEP.

Le conseil de surveillance approuve les conventions passées entre un administrateur ou le directeur général et l'OFEP.

Art. 11 : En cas de dissolution de l'OFEP pour quelque cause que ce soit, l'actif restant après les opérations de liquidation est dévolu à l'Etat.

Art. 12 : Le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le ministre de l'Economie, des Finances et des Privatisations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 08 mars 2006

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

Le ministre de l'Economie,
des Finances et des Privatisations
Payadowa BOUKPESSI

Le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture,
de l'Elevage et de la Pêche
Professeur Kondi Charles AGBA
